

TOUJOURS PAS DE RÉPONSE CONCRÈTE.

Dans le cadre des réunions de l'agenda social qui se sont succédé depuis le 11 février 2011, et à l'invitation de l'Administration centrale, le SI.EN a formulé de nombreuses propositions concrètes et réalistes sur le recrutement, la formation initiale, la redéfinition des missions des inspecteurs, les revalorisations indiciaires et indemnitaires ainsi que sur nos conditions de travail.

A l'issue de cette réunion du 19 septembre, les membres de la délégation du SI.EN expriment leur profonde exaspération face à ce qu'ils considèrent comme une nouvelle manifestation d'incohérence du ministère qui, de son propre aveu, reconnaît ne pas être capable de financer les frais induits par la mise en œuvre des réformes qu'il a lui même initiées.

*Considérant que la « politique de la chaise vide » produit souvent des effets indésirables et conscient de la nécessité de ne pas baisser les bras quant à la représentation des collègues, nous poursuivrons quoi qu'il arrive le dialogue dans l'unique objectif de faire avancer nos revendications dont la finalité reste toujours étroitement articulée à la **réussite de tous les élèves**.*

*Dans l'immédiat, et pour peser sur les décisions à venir, concernant notamment l'indemnisation de nos frais de déplacement, **le Bureau national du SI.EN appelle tous les inspecteurs à rester à leur bureau un jour par semaine. Chaque mardi, dans toutes les académies, pour le Premier Degré comme pour le Second, dans les services d'orientation comme dans ceux de la formation continue, les inspecteurs ne se déplaceront ni pour inspecter, ni pour participer à aucune réunion autre que syndicale.***

Ce mot d'ordre ne pourra être levé que si, adoptant une attitude plus conciliante, le ministère prenait effectivement les mesures concrètes que nous attendons.